

IMPÔTS

Les syndicats redoutent le redéploiement des services



L'intersyndicale des finances publiques dénonce les réformes à venir. PHOTO ARCHIVES DL

Benoît LEROY

redactiondl@dordogne.com

Alors qu'il existe cinq services des impôts dans le département aujourd'hui, il y en aura plus que deux dans un futur proche, avec la fermeture des SIE de Nontron et de Ribérac.

La pilule est dure à avaler pour Solidaires, la CGT, FO, et la CFDT, réunis en intersyndicale. D'autant que les suppressions, ou redéploiements toucheront des services qui sont en contact direct des particuliers, mais aussi des services qui travaillent aux côtés des collectivités, et qui « *demain n'auront plus de contact, en spécialisant les agents à une seule tâche et en réduisant le nombre de conseillers dans le département* », explique-t-on du côté des syndicats.

Moins de service pour les plus fragiles

« La direction nous dit qu'il y a la voie électronique qui est là en soutien mais ces fermetures vont impacter ceux qui n'ont pas accès à Internet, les personnes les plus fragiles », estime aussi Nathalie Subrenat, secrétaire de la section Solidaires Finances publiques.

La fermeture du service des impôts de Nontron et de Ribérac inquiète les syndicats des fonctionnaires des finances publiques et plus largement les réformes à venir. Ils dénoncent certaines contre-vérités de la part du ministère.

Les syndicats sont aussi remontés contre ce qu'ils appellent les « *contre-vérités* » du ministère, qu'ils qualifient même « *d'escroqueries* », notamment à propos de la disparition de la taxe d'habitation. « *Même si le public ne la paiera plus, il y a encore un travail d'évaluation derrière afin notamment d'estimer la compensation que doivent avoir les communes, il restera une charge de travail, mais le ministère a argumenté sur une économie du temps travail afin de justifier une baisse des effectifs à venir* », détaille, Oliver Darrin de la CGT. Alors que les conclusions du

Grand débat ont fait émerger un besoin de présence des services publics sur le territoire, les syndicats ont l'impression de servir de variables d'ajustement pour respecter la réduction du nombre de fonctionnaires, promis pendant la campagne par Emmanuel Macron. « *On n'est pas les plus populaires pour les Français, sourient-ils, les usagers pensent aussi que nous ne sommes pas indispensables* », tentent d'expliquer les syndicalistes.

Vers une réorganisation des finances publiques

Début juin, la direction générale des finances publiques de la Dordogne avait communiqué le lancement d'une concertation pour que les services locaux des finances publiques, aujourd'hui présents dans dix-huit communes, le soient demain dans trente-trois, conformément au courrier envoyé aux élus locaux par le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin.

Une conférence de presse est d'ailleurs prévue aujourd'hui à la Direction départementale des finances publiques pour évoquer cette réorganisation du réseau des finances publiques dans le département.